

Ce rapport a été produit par OCHA Bukavu en collaboration avec les partenaires humanitaires. Il est publié par OCHA et couvre la période du 9 au 22 janvier 2019.

FAITS SAILLANTS

- **L'insécurité et les exactions occasionnent de nouveaux déplacements en territoires d'Uvira et de Kalehe.**

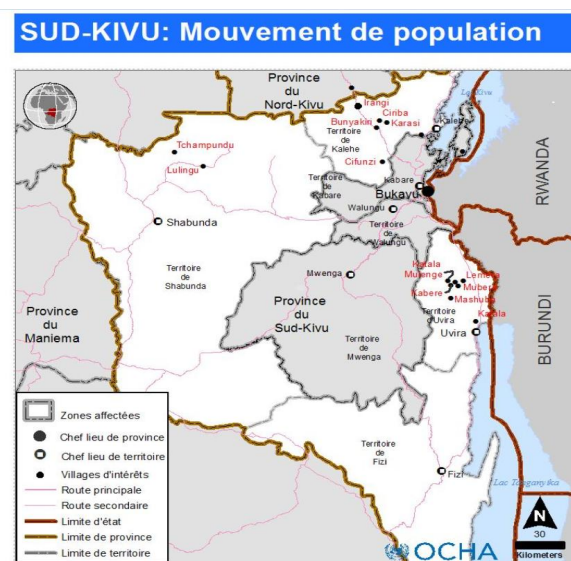
APERÇU DE LA SITUATION

Des sources locales ont rapporté une reprise des violences du 16 au 17 janvier 2019 dans les Moyens Plateaux d'Uvira. Les affrontements ayant opposé différentes milices dans la zone ont été la cause du déplacement de nombreux habitants des localités de Mubere, Kabere, Kishagala, Kihinga et Mulenge, en groupement de Lemera. Selon les sources humanitaires, environ 25 000 personnes ont dû quitter leurs villages vers les localités riveraines dans les groupements de Kigoma et à l'intérieur du groupement de Lemera. Les mêmes sources font état des conditions de vie très précaires dans les villages d'accueil de Mugule, Katala et Mashuba. Les médecins basés à Mulenge auraient également été contraints de se déplacer vers Lemera.

Une accalmie observée le 19 janvier avait permis à quelques ménages de retourner dans leurs villages. Mais, en raison de la reprise des combats observés dans la journée du 20 janvier, de nouveaux déplacements ont été observés, brisant l'élan de retour qui pointait à l'horizon. De leur côté, les acteurs humanitaires ne peuvent apporter une assistance aux déplacés et leurs familles d'accueil à cause de la volatilité de la situation sécuritaire. Ce regain de violence influe négativement sur les conditions de vie de plusieurs milliers de ménages du groupement de Lemera, qui, au mois de novembre dernier, s'étaient déjà déplacés suite aux affrontements entre différents groupes armés. A la faveur d'une accalmie retrouvée quelques jours après, la majorité de personnes déplacées ont décidé de retourner dans leurs villages.

Des incursions menées par les milices locales dans le groupement de Mubugu (territoire de Kalehe) auraient conduit au déplacement de plus de 20 000 personnes, entre le 26 et le 30 décembre dernier, selon les alertes partagées par les acteurs locaux de la zone de Bunyakiri. Les personnes déplacées proviendraient des localités de Citahabwa, Ngokwe, Ciriba, Kitababulwa, Ndabunge, Bubamba, Nyenge, Katakato, Mbarara, Lai-Lai, Rumondo et Lukando. Ces populations ont été accueillies à Karasi, Kachiri, Irangi, Kambegete, Kashewe, Mingazi. Certains déplacés tenteraient d'effectuer des mouvements pendulaires pour trouver de quoi se nourrir, mais font face à la crainte des exactions de la part des individus armés. Cette situation serait à la base de la dégradation de leurs conditions de vie.

Le programme de Réponse Rapide aux Mouvements de Populations (RRMP) planifie, dans les prochains jours, une évaluation des besoins dans la zone de Bunyakiri. En dépit d'une relative accalmie observée dans le territoire de Shabunda au cours des derniers jours, des membres appartenant aux milices locales auraient mené diverses incursions dans les villages du groupement Bamuguba-Nord, en y commettant des pillages et des mauvais traitements envers les civils. Des mouvements de populations de courte durée ont notamment été signalés dans la zone limitrophe entre le territoire de Shabunda (Sud-Kivu) et la Maniema (au nord de la zone de santé de Lulingu).



RÉPONSE HUMANITAIRE

Multisectoriel

L'Agence de Coopération Technique et de Développement (ACTED) a conduit, du 9 au 12 janvier, une mission de mise à jour de la situation humanitaire dans le groupement de Kalonge (territoire de Kalehe). Cette évaluation de la situation s'inscrivait dans la perspective d'une assistance en vivres et articles ménagers essentiels au profit de ménages déplacés venus de la zone de Nindja (territoire de Kabare) au début du mois d'octobre 2018.

Au mois de novembre dernier, ACTED avait conduit une évaluation des besoins qui avait rapporté la présence d'environ 3 000 ménages déplacés dans la zone de Kalonge. Ces derniers sont toujours confrontés à des besoins urgents en sécurité alimentaire et nutrition, en eau et assainissement ainsi qu'en articles ménagers essentiels. La réponse médicale conduite par un partenaire international se poursuit, après une courte période de suspension au mois de décembre.



Mukera, Sud-Kivu. Veuve et mère de 5 enfants, de retour au village le 09 novembre 2017 après deux semaines en déplacement suite aux affrontements armés. ©OCHA/A. Rime

CHIFFRES CLÉS

6 914 296

Habitants au Sud-Kivu (dénombrement sanitaire 2017).

4 880

Cas de choléra notifiés et 18 décès en 2018 au Sud-Kivu. 317 cas et 4 décès depuis le début de 2019 (données DPS).

643 000

Personnes ciblées dans le cadre de 111 projets humanitaires en cours au Sud-Kivu (chiffres au 31 octobre 2018).

16

Projets humanitaires en cours au Maniema, ciblant 256 000 personnes (chiffres au 31 octobre 2018).

39 720

Réfugiés burundais au Sud-Kivu, arrivés depuis mai 2015 (chiffres au 30 novembre 2018).

Pour plus d'informations, veuillez contacter :

Marina Throne-Holst, Chef de sous-bureau OCHA Bukavu, throne-holst@un.org, Tél : +243 81 708 01 69

Delphin Subea, Chargé des Affaires Humanitaires OCHA Bukavu, subea@un.org, Tél : +243 81 706 12 39

Nicolas Doire, Chargé de l'information publique et du plaidoyer OCHA RDC, nicolas.doire@un.org, Tél : +243 81 706 12 00

Toute l'information humanitaire sur la RDC est en ligne sur www.humanitarianresponse.info, www.unocha.org, www.reliefweb.int
Suivez-nous sur nos pages Facebook, Twitter et Instagram